

De nouvelles menaces et contre-vérités

L. de Meo a convié les salariés d'Ampere (salariés de l'ingénierie et hiérarchie des usines) à un Open forum mardi 30/04. Sous couvert de « franchise », le DG a encore plus accentué les menaces sur nos emplois et activités.

1^{ère} décision d'Ampere, filiale électrique « 100% en France » : délocaliser le développement de la Twingo en Chine ?

L. de Meo, qui était de retour du salon de l'automobile de Pékin, a multiplié les menaces concernant le futur des activités en France. « *Les Chinois ont une génération d'avance, votre mission, c'est de les dépasser d'ici 2027-2028* ». « *Ils ont placé la barre très haut* ». Pour la Twingo, développer et fabriquer des pièces en Chine, cela coûterait 50% voire même 30% du prix de l'Europe, « *donc, je n'ai pas le choix* ». « *Vous avez une responsabilité pour montrer qu'on peut faire les choses mieux, plus vite* ». « *Chacun doit se gagner son job* ».

La direction nous avait présenté la délocalisation du Thermique/Hybride comme une nécessité pour focaliser les activités en France sur l'électrique et la « *haute valeur ajoutée* ». Rappelons les propos de Ph. Brunet, alors directeur de la Mécanique lors de l'Amphi de décembre 2021 : « *optimiser la localisation des activités : c'est-à-dire là où l'activité a le plus de valeur ajoutée, y mettre les ressources qui ont le maximum d'expérience, de know-how et qui sont aussi, par la même, les plus chères ; et donc, tout ce qui est « technologies stabilisées », de les mettre là, autant que possible, où la main d'œuvre est moins chère.* »

Et maintenant, nos dirigeants « découvrent » la concurrence avec les salariés chinois qui produiraient pour 3 fois moins sur ce fameux secteur de « *haute valeur ajoutée* » de l'électrique ?

L'industrie automobile connaît un bouleversement historique. Mais en réalité, rien ne change concernant les méthodes patronales : la transition vers l'électrique est simplement l'occasion pour eux d'accroître encore les attaques contre les salariés ! La mise en concurrence entre les travailleurs partout dans le monde devient encore plus forte, elle concerne les usines comme l'ingénierie. Leur objectif, c'est de nous faire travailler toujours plus vite, avec toujours moins de moyens et en nous payant le moins possible.

Cerise sur le gâteau : nos dirigeants refont déjà l'histoire d'Ampere !

La phrase de L. de Meo ci-contre a choqué beaucoup de salariés. Quel est l'intérêt d'une telle provocation !

Les contrats de travail des salariés transférés le 1er novembre 2023 dans Ampere l'ont été de façon automatique, sans possibilité de refus de la part du salarié (sous peine de licenciement !).

Open Forum Ampere - LDM



Au lieu de nous mettre le couteau sous la gorge en menaçant de délocalisation, la direction doit nous donner les moyens humains et matériels pour travailler dans de bonnes conditions. Face aux attaques qui se précisent, il est urgent que les salariés se réunissent, discutent de leur avenir et réagissent collectivement !

Enquête « Salaire/Plan de promo 2024 »

Constituons un outil collectif permettant à chacun de se positionner dans une base de données représentative (Renault, Ampere et sous-traitants).

Une enquête informatique simple, rapide et anonyme.

Scannez le QR-code =>



Ou rendez-vous à l'adresse : <https://bit.ly/enquete-salaire>

POUR UNE ENQUÊTE
REPRÉSENTATIVE,

NOUS AVONS
BESOIN DE VOUS !

Comment la direction (et d'autres) ont enfumé les élus locaux et les représentants de l'Etat !

En 2022, pour répondre à la mobilisation des salariés au sein du collectif MERL (Maintien des Emplois Renault-Lardy), la direction a été obligée de présenter un projet de développement pour le site de Lardy.

Il s'agissait notamment de la création d'un « campus » EV (Electric Vehicle) qui aurait une « *envergure nationale* ». Il avait pour but de former les salariés Renault aux technologies électriques mais aussi « *d'accueillir des entreprises extérieures et des étudiants* ». Un « *partenariat avec le plateau de Saclay* » était envisagé, tout comme **la construction dans le nord du site d'un hôtel** pour accueillir les apprenants extérieurs. C'est en tout cas ce que la direction de Renault a annoncé à des représentants de l'Etat et aux élus locaux. Ainsi, M. Sinagoga (**sous-préfet d'Etampes**) avait détaillé le projet à des membres du collectif MERL le 13 janvier 2023 lors d'un rendez-vous. **De même, la mairie de Lardy a modifié le PLU (Plan Local d'Urbanisme) en novembre 2023, notamment pour que le nord du site de Renault puisse accueillir de l'hôtellerie !**

Et que dire du tract de la CFDT-Lardy du 30/01/2023 intitulé « *Activité Lardy : des nouvelles rassurantes* » intégralement consacré à ce sujet ? Il présentait cet avant-projet prévu « *en zone Nord du site (zone L47)* » comme « **une avancée majeure de E-Lardy** » (une commission réunissant la direction et les syndicats CFE-CGC, CFDT et FO, signataires de l'accord central CAP2025). Il continuait de façon lyrique : « *c'est l'occasion d'ancrer solidement le CTL dans le tissu économique local en créant un partenariat avec les pouvoirs publics, gage de durabilité. Un partenariat qui contribue fortement à l'image, au rayonnement et à l'attractivité du CTL pour les jeunes diplômés* ». Personne ne le savait mais c'était même « *une proposition de la CFDT qui remonte à plus de deux ans déjà* ». Et de conclure : « *quand on vous dit que E-Lardy fait avancer le CTL ! La CFDT a fait des propositions, elle a un programme pour cette mandature et avec votre voix, elle s'y tiendra* ». Et oui, ce tract a été distribué **3 jours avant les élections professionnelles de 2023 !** Edifiant...

Près de 18 mois après ces fanfaronnades, qu'en est-il vraiment ? Les promoteurs du projet côté direction ont quitté le navire (comme Arnaud Caron, directeur de l'Etablissement disparu de Lardy ou Edith Faye, « *cheffe de projet Campus EV* »). L'envergure du projet s'est petit à petit réduite. La direction dit maintenant officiellement qu'elle « *n'a jamais envisagé la création d'un hôtel* ». Après le L47 (3 étages), c'est le L58 (2 étages) qui aurait envisagé et maintenant, il est même question du L71 (1 étage), le bâtiment actuel des syndicats que la direction veut justement vider !

Il est temps de tirer le bilan de cet enfumage en règle !

Face à la mobilisation du collectif MERL, la direction a dû prendre des décisions pour pérenniser le site (comme l'implantation du laboratoire de chimie). Mais elle a aussi fait des promesses qui sont parties en fumée dès que la pression des salariés s'est atténuée. Une entreprise comme Renault peut se permettre de le faire vis-à-vis de représentants de l'Etat et d'élus locaux sans aucune conséquence, **c'est scandaleux !**

Quant à la CFDT-Lardy, à quel jeu s'est-elle prêtée auprès des salariés comme des élus ? Le rôle d'un syndicat devrait être d'alerter les salariés, de les défendre et de les organiser. Non pas de leur faire « *prendre des vessies pour des lanternes* ». Quel objectif poursuivait-elle ? Calmer les inquiétudes pour amoindrir la mobilisation ? Justifier sa politique pour récupérer des voix ?

Une nouvelle équipe « projet » a été nommée début 2024 concernant le « campus EV ». Il semble qu'elle laisse de côté les effets de comm' pour faire avancer concrètement les choses. Nous verrons ce qu'il en est dans les mois à venir.

Dans tous les cas, ce « campus » arrivera bien tard et ne remplacera pas ce que nous demandons depuis maintenant 2 ans : un véritable plan de reconversion global. La leçon que nous pouvons en tirer en tant que salariés, c'est que, plutôt que de « *laisser la direction dormir sur ses deux oreilles* » (comme le prônent certains), il vaut mieux la maintenir sous pression et faire entendre nos revendications !

Audit HSE : rien n'a changé !

A 2 mois de l'audit HSE du site, la direction s'affole et s'inquiète d'une nouvelle mauvaise note... Mais faute d'avoir recruté, il y a plusieurs mois, de nouveaux salariés pour faire réellement améliorer les conditions de travail de tous, la direction applique encore et toujours la même méthode que sur les projets. C'est-à-dire "mettre la pression" sur les salariés, ceux en charge du HSE et aussi tous les autres. Mais elle ne fait qu'augmenter les troubles psycho-sociaux chez nous tous (effet inverse à l'attendu).

Sa logique financière et administrative (faire « beau » sur la photo sans considération réelle pour notre santé) a assez duré !